

Toulouse, le 27 septembre 2018

Monsieur le Ministre de l'Action et des Comptes publics

Monsieur le Ministre,

Une fois n'est pas coutume, nous nous permettons de vous interpeller directement en dehors de tout dialogue « dit social ». L'atteinte à la démocratie que nous constatons est trop grave pour ne pas vous être signifiée. Oui, nous parlons de démocratie car nous avons été sensibles aux mots que vous avez employés dans votre discours prononcé devant les cadres du ministère de l'Action et des Comptes publics le 11 juillet dernier.

Vous dites « Si nous partons tous du principe que la démocratie est notre boussole, alors nous devons en tirer les conséquences lorsqu'elle s'exprime. »

Le 12 juin, la direction régionale des Finances publiques de Haute-Garonne a convié les organisations syndicales à un comité technique local portant sur l'adaptation des structures et du réseau (ASR) pour l'année 2019. Figurent au funeste programme, les fermetures des centres des Finances publiques de Montgiscard-Baziège et Nailloux.

Les documents communiqués par notre direction étaient très incomplets, erronés, tant sur la réalité du territoire que sur les éléments chiffrés fournis. La page de garde des documents comprise a permis de fournir un ersatz de recto-verso en tout et pour tout. Nous ne reviendrons pas sur les allégations qui relèvent du mépris envers les personnels, nous nous sommes déjà expliqués avec notre encadrement.

L'ensemble des organisations syndicales a voté contre les projets de restructurations dans le cadre de l'ASR 2019. N'est-ce pas un point cardinal de la démocratie au travail ?

La mobilisation contre la fermeture de ces trésoreries est engagée depuis ces annonces. Pour en témoigner, vous trouverez ci-joint une revue de presse exhaustive ainsi que l'ensemble des prises de position des collectivités allant du conseil départemental de Haute-Garonne, aux intercommunalités concernées (SICOVAL et Terres du Lauragais) jusqu'aux communes elles-mêmes dont en premier lieu celles de Baziège et de Nailloux.

Inutile de vous rappeler que ces conseils municipaux, représentants des citoyens de leur collectivité, ont rejeté, à la grande majorité, voire même à l'unanimité, ce nouveau recul des services publics. N'est-ce pas ici la démocratie qui s'est



Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.dgfip.cgt.fr/31/>

cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

exprimée ? Un nouveau point cardinal de la démocratie citoyenne ? En tenez-vous compte ?

Ces 20 et 21 septembre, une équipe de journalistes de TF1 est venue enregistrer des réactions (maire, administrés, direction, organisation syndicale) sur la fermeture programmée de la trésorerie de Baziège. Le 24 septembre, alors que vous passiez au 20h00 de France 2, TF1 diffusait le reportage sur son antenne à la même heure : <https://www.tf1.fr/tf1/jt-20h/videos/baisse-depenses-publiques-choix-difficiles.html?xtor=AD-28>

Nous avons été choqués par le reportage diffusé nationalement qui annonce des chiffres erronés. En comité technique local, aujourd'hui, ce sujet a évidemment été abordé. À notre interpellation, la direction dément être à l'origine de l'erreur pour la fréquentation du guichet mais pas sur les emplois et le coût de la trésorerie.

Notre nouveau directeur, en fonction depuis trois mois, ne voit que par la communication. Après avoir vanté sur l'intranet local le passage de ce reportage dès le vendredi 21 septembre, la direction a publié, ce jour, à la pause méridienne les chiffres qu'elle a transmis à TF1.

Notre direction n'a pas hésité à demander un droit de réponse à la presse locale (la Voix du Midi) suite à sa une retraçant le sentiment légitime du premier magistrat de la commune de Baziège qualifiant de « scandale » la fermeture de la trésorerie. Il n'en est rien pour TF1.

Notre direction assume donc ce choix de ligne éditoriale, ligne qui vise à tromper nos citoyens sur l'enjeu de nos services publics de proximité.

Lors du recensement annuel de la fréquentation de nos guichets durant la période de la déclaration de revenus et du paiement des impôts, la trésorerie reçoit une moyenne de 1.800 usagers sur trois jours d'ouverture, sur six mois. Cela donne une moyenne de 25 usagers par jour. Le reste de l'année le décompte n'est pas opéré, notamment en matière de produits locaux ou autres amendes.

Vous pouvez le constater, nous sommes loin des quatre usagers journaliers annoncés par TF1 et des 10 par notre direction. À la lecture de la revue de presse ci-jointe, vous noterez que, dans l'article de la Voix du Midi du 23 août 2018, le directeur parle de 200 jours d'ouverture pour un poste ouvert trois jours par semaine depuis le 1^{er} mars 2015, soit 156 jours par an. Des inexactitudes apparaissent déjà.

La direction n'est malheureusement pas à son coup d'essai sur des inexactitudes publiques. Nous pensons en particulier au conseil communautaire de la communauté des communes des Portes du Comminges du 1^{er} juillet 2015, où notre direction s'était égarée sur des questions de loyer et de nombre d'emplois. Nous insistons sur cette réunion car son caractère public aggrave les allégations de notre direction de l'époque.

Nous pensons, sûrement naïvement, que cela avait servi de leçon à notre hiérarchie locale.

Quand on se doit de connaître son territoire, annoncer que la trésorerie repose sur quatre emplois pourvus à temps plein est une hérésie. La trésorerie a connu des



Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.dgfip.cgt.fr/31/>
cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

changements de comptable ces derniers temps. La situation au 1^{er} octobre sera la suivante : l'emploi d'IDIV classe normale sera occupée par une collègue de catégorie A et les trois emplois de catégorie B seront occupés par deux collègues du même grade.

Sur le montant du loyer, il est annoncé 20.000 euros annuel au lieu des 4.971,86 euros effectifs.

Attachés au débat démocratique, nous avons publié un document de quatre pages lors de la révision du schéma de cohérence territoriale du Pays Lauragais. À sa lecture, vous pourrez noter notre travail de fond qui lie l'évolution démographique, les projets de territoires et l'implantation de nos services publics.

Nous avons même alerté le préfet à cet effet. Nous ne pouvons que dénoncer son absence de réaction, sans même un accusé réception de notre courrier.

Dans quelques jours, vous allez être amené à vous prononcer sur la fermeture des trésoreries de Baziège et Nailloux. Vous comprendrez que nous doutons fortement des éléments qui vous ont été fournis par nos directions, tant locale que générale, pour vous décider en toute connaissance de cause.

Vous êtes déjà venu en terres haut-garonnaises à Balma le 13 novembre dernier. Vous connaissez notre territoire.

Vous pourrez ainsi répondre favorablement à notre demande de moratoire sur les restructurations envisagées.

Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération.



Estelle MOLLO-GENE
Secrétaire CGT Finances publiques 31



Jean-Marc SERVEL
Secrétaire CGT Finances publiques 31

Pièces jointes : - revue de presse
- prises de position des collectivités locales
- courrier au préfet
- contribution au SCOT
- copie-écran intranet départemental

Copie : - Préfet de la région Occitanie et du département de la Haute-Garonne
- Délégué du directeur général Sud-Pyrénées
- Directeur Régional des Finances publiques d'Occitanie et de Haute-Garonne
- Collectivités dépendant des trésoreries de Montgiscard-Baziège et Nailloux
- Député de la 10^{ème} circonscription
- Sénateur de Haute-Garonne
- Rédaction de TF1
- Syndicat national CGT des Finances publiques
- Fédération des finances CGT



Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.dgfip.cgt.fr/31/>
cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr